

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 06/11/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 08/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SONIRVAL ENERGIE
38 ROUTE DE VAUZELLES
58600 FOURCHAMBAULT

Références : / 240518
Code AIOT : 0005401765

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 dans l'établissement SONIRVAL ENERGIE implanté 38 ROUTE DE VAUZELLES 58600 FOURCHAMBAULT.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SONIRVAL ENERGIE
- 38 ROUTE DE VAUZELLES 58600 FOURCHAMBAULT
- Code AIOT : 0005401765 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

L'établissement est une installation de valorisation énergétique de déchets non dangereux.

Attributs de l'inspection :

Actions nationales 2024 (AN24 Conformité incinérateurs IED, AN24 Trackdéchets RNDTS)

Risques chroniques (Déchets)

Type d'inspection (Binôme (siège))

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites des précédentes inspections

- Traçabilité des déchets
- Suivi des mâchefers
- Conformité IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1		Demande d'action corrective	3 Mois
2	Risques	AP Complémentaire du 23/03/2005, article 35.4	Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
3	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
9	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
11	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
16	Registre déchets et procédure d'assurance qualité	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11	/	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	/	

5	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	
6	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	/	
7	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	/	
8	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	/	
10	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	/	
12	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	/	
13	Caractérisation des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 23/03/2005, article 41.3	/	
14	Procédure d'échantillonnage	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 8	/	
15	Fiche de données environnementales	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12	/	
17	Conformité des chantiers routiers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article Annexe 1°	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'unité apparaît globalement bien tenue. Les déchets sont suivis même si certains bordereaux de suivi de déchets dangereux ne sont pas complets.

Concernant les nouvelles prescriptions liées au statut IED de l'établissement, l'exploitant a mis en place sa nouvelle organisation. Les quelques dépassements de Valeurs Limites d'Émission (VLE) constatés ont été justifiés et des réflexions sont en cours pour les traiter.

Concernant l'organisation du site en cas d'incendie, un exercice est en cours de préparation avec le SDIS 58.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1
Thème(s) : Risques accidentels - Contrôle vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 04/11/2022• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...].</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none">- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. <p>III. [...] La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent <i>a minima</i> :</p> <ul style="list-style-type: none">- le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;- la finalité du traitement installé ;- la durée de conservation des images ;- le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;- le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que- la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.</p> <p>L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p> <p>IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année.</p> <p>Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.</p> <p>Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.</p> <p>Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.</p> <p>Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p> <p>V.- [...] Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilité à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.</p>

Les données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, peuvent être consultées par :

1° Les agents de l'État mentionnés à l'article L. 541-44, dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître dans le cadre de leurs missions ;

2° [...].

Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'État mentionnés au 1°.

Constats :

Par courriel du 27/09/2024, l'exploitant affirme que l'entreprise qui a mis en place le système de caméra AGECE est venue pour reprogrammer le logiciel sur 1 an de sauvegarde.

Par sondage, l'inspection a demandé à visualiser le déchargement associé à la pesée de 14 h 53 le 08/12/2023. L'exploitant n'a pas su utiliser l'outil pour retrouver les images vidéos demandées. Il s'est engagé à les transmettre à l'inspection dès que possible et à apprendre à utiliser l'outil.

Par courriel du 08/10/2024, l'exploitant a transmis des photographies du déchargement concerné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le directeur de l'unité industrielle est la seule personne habilitée à utiliser l'outil. Il convient qu'il apprenne à utiliser celui-ci.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 2 : Risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2005, article 35.4
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Plan d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 30/08/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs. Ce plan doit être élaboré, maintenu à jour, mis à la disposition du personnel concerné en tout point utile et enclenché sans retard lorsque nécessaire. L'exploitant s'assure de la disponibilité en tout temps des moyens humains et matériels ainsi définis.</p> <p>Des exercices de mise en œuvre de ce plan doivent être organisés une fois par an par le personnel du centre en concertation avec les Services de Secours et d'Incendie. La date et le compte-rendu de ces exercices sont consignés sur un registre.</p>
Constats : <p>Par courriel du 27/09/2024, l'exploitant affirme avoir pris contact avec le SDIS 58 et établi un plan de défense incendie à valider par les pompiers. De plus, la boîte pour mise à disposition de ce plan incendie à l'entrée du site a été commandée. Le prochain exercice est prévu le 26/11/2024, seront présents les représentants sécurité et PSS afin de réaliser la trame de compte-rendu de cet exercice.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté son projet de PDI et les remarques faites par le SDIS. Le document sera finalisé et les plans mis à disposition à l'entrée du site dans la boîte prévue à cet effet à la suite de l'exercice programmé le 26/11/2024.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le compte-rendu associé à l'exercice et le PDI finalisé.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois

N° 3 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée “ système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ”.</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a demandé à consulter les BSD BSD-20230419-QATHXFRDQ et BSD-20240321-NJJRV9E80. Le premier BSD a été présenté, il était complet mais indiquait une rupture de traçabilité. L'exploitant a affirmé ne pas être au courant de l'obligation pour son exutoire d'être autorisé par arrêté préfectoral à pratiquer la rupture de traçabilité. Le second BSD n'était pas complet car non signé par l'exutoire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le BSD-20240321-NJJRV9E80 complet et confirmera que l'exutoire ayant pris en charge le déchet suivi par le BSD-20230419-QATHXFRDQ est autorisé à pratiquer la rupture de traçabilité.</p> <p>Dans l'ensemble, l'exploitant doit assurer le suivi de ses déchets jusqu'à leur traitement final ou jusqu'à la rupture de traçabilité effectuée conformément à la réglementation.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois

N° 4 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43
Thème(s) : Risques chroniques - Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée “ registre national des déchets ”, dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1^{er} janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I, sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>[...]</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique utiliser son logiciel interne pour l'exploitation de son installation. Le lien avec le RNDTS est géré par le siège régional de Veolia. Les exports des déchets entrants comme sortants se font automatiquement chaque nuit. En cas d'erreur lors de l'export (par exemple pour cause de manque d'une information), Veolia reçoit une alerte par courriel. L'exploitant a transmis à l'inspection un exemple d'alerte, on y constate que 2 arrivages n'ont pu être transférés pour cause d'erreur de code déchet et de manque d'un numéro d'identification du transporteur.</p> <p>Au vu de la présence dans le RNDTS de déchets sortants avec les codes 20 01 40 et 02 01 10, l'inspection interroge l'exploitant sur l'origine de ces métaux. Les métaux expédiés peuvent être issus de la démetalisation des mâchefers ou des travaux de maintenance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit attribuer le bon code aux déchets métalliques quittant le site.</p>


Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :


N° 5 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Déclaration GERE
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an. Cette déclaration comprend : - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/UE susvisée) ; - la quantité par nature du déchet ; - le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
Constats : Trackdéchets indique que 1 095 tonnes de déchets dangereux ont été expédiés en 2023 alors que GERE en indique 1 100 tonnes. L'inspection interroge l'exploitant sur cet écart qu'il n'a pas su l'expliquer au cours de la visite. L'inspection interroge l'exploitant concernant l'écart entre les apports sur site (45 410 t) et les quantités de déchets non dangereux traitées (38 076 t). Le tableau de bord de l'exploitant indique que 7 333 t d'ordures ménagères ont été reçues et réexpédiées pendant les périodes d'arrêt du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera à l'inspection l'écart de 5 tonnes constaté entre Trackdéchets et GERE concernant la quantité de déchets dangereux expédiés par le site.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 6 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6). Notas : (5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année. (6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.
Constats : L'exploitant précise que la surveillance du mercure, installée depuis 2 ou 3 ans, fonctionne correctement (après quelques difficultés au démarrage). Le compteur indique 13 h d'indisponibilité depuis le début d'année.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 7 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois. (7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F. PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9). (8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieurs à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm ³ . (9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.
Constats : Par courriel du 27/09/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de mesure des dioxines et furannes du 1 ^{er} semestre 2024. Y apparaissent : - les concentrations en PCDD et PCDF en I-TEQ OTAN ; - les concentrations et PCB-dl en OMS-TEQ ; - les concentrations en PBDD et PBDF en I-TEQ OTAN.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Concernant les PBDD/PBDF, il convient de présenter les résultats de chaque congénère et leur somme, sans et avec application de l'I-TFEF, conformément à la fiche IR_2024.08 du MTECT.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 8 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.
Constats : Lors de la visite de la salle de quarts, l'inspection a pu consulter un rapport mensuel des mesures en situation OTNOC, celui-ci n'appelle pas de commentaire.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 9 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Conditions d'exploitation autres que normales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisées dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts sont reportés dans le plan de gestion des OTNOC.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir utilisé la trame nationale Véolia pour définir ses conditions OTNOC.</p> <p>Il précise que, concernant les arrêts imprévus, le passage en OTNOC est à enclencher manuellement depuis la salle de quart. Mais il s'interroge quant à une éventuelle automatisation de cette bascule.</p> <p>Il indique également que l'estimation trisannuelle des émissions au démarrage et à l'arrêt est prévue pour 2025, l'année 2024 ayant servi au rodage des nouvelles installations.</p> <p>Le compteur OTNOC H1 à fin août indique 6 jours, 17 heures et 43 minutes quand le compteur OTNOC H2 indique 1 jour, 18 heures et 8 minutes. Ces durées sont importantes en lien avec le démarrage des installations dans leur nouvelle configuration.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précisera à l'inspection la différence entre les durées OTNOC H1 et H2.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois


N° 10 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Conditions d'exploitation autres que normales
Prescription contrôlée : L'évaluation périodique consiste en : <ul style="list-style-type: none">- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des évènements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
Constats : L'exploitant attend que l'exploitation se stabilise avant de programmer l'évaluation des OTNOC. A ce titre, une première évaluation périodique est prévue courant 2025.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 11 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.
Constats : A la lecture des rapports de surveillance des mois de juin à septembre, l'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">- 2 dépassements HCl les 26/06 et 22/08. D'après l'exploitant ceux-ci seraient dus à des soucis avec le broyeur de bicarbonate. Un nouveau matériel a été commandé qui devrait être mis en service d'ici à la fin de l'année. L'actuel broyeur (datant du démarrage de l'usine) sera conservé en redondance ;- 1 dépassement Hg le 08/09. L'exploitant rappelle que le mercure ne peut provenir que des déchets incinérés. Le traitement par charbon actif est actuellement à débit fixe. Des études sont en cours pour permettre d'asservir l'injection aux débuts de pics de Hg afin de pouvoir gérer ceux-ci. Lors de la visite en salle de quart, l'inspection remarque que les VLE de l'arrêté préfectoral sont toujours utilisées aussi bien sur la visualisation du fonctionnement de l'installation que dans les rapports. Les nouvelles NEA-MTD doivent être intégrées au fonctionnement de l'installation. Par courriel du 08/10/2024, l'exploitant transmet un rapport mensuel des mesures NOC intégrant les VLE issues des conclusions du BREF. Le constat fait en salle était dû au fait que, lors de la visite, l'incinérateur était en fonctionnement OTNOC (montée en température suite à l'arrêt technique programmé). En fonctionnement NOC, les VLE programmées sont bien les NEA-MTD.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant informera l'inspection quand le nouveau broyeur aura été mis en service. Il informera également l'inspection quant aux résultats des études en cours et à la mise en œuvre de la solution proposée pour mieux abattre le mercure.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois


N° 12 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8
Thème(s) : Risques chroniques - Valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée : Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.
Constats : Le site ne rejette pas d'effluent aqueux dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective. Cependant, le site recycle ses effluents aqueux servant au refroidissement des mâchefers dans un bassin de rétention, ou bien les injectent dans le four pour en réguler le fonctionnement.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 13 : Caractérisation des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2005, article 41.3
Thème(s) : Risques chroniques - Gestion des mâchefers
Prescription contrôlée : 1°- Les lots périodiques de mâchefers qui peuvent être recyclés [...] sont conformes aux normes de spécifications d'usage en vigueur concernant les usages routiers visés et dont les caractéristiques environnementales respectent les critères de recyclage définis à l'article 41.5 du présent arrêté. [...] 4°- L'exploitant procède à l'étude du comportement à la lixiviation et à l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants, nécessaires à la vérification des critères de recyclage mentionnés à l'article 41.5 du présent arrêté, pour tout lot d'un même matériau alternatif ...
Constats : Par courriel du 27/09/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection son plan d'assurance qualité (PAQ) pour la valorisation des mâchefers du site. Celui-ci prévoit bien une analyse des lots mensuels conformément à l'arrêté ministériel. Dans le cas où les résultats obtenus ne sont pas conformes aux caractéristiques des mâchefers valorisables, le lot sera maintenu sur le site pour poursuivre la maturation pendant maximum 1 an. Lors de la visite, l'inspection constate que le site ne comprend que 6 alvéoles de maturation, aussi les mâchefers ne peuvent maturer plus de 6 mois sur le site. Aux dires de l'exploitant, cette durée est suffisante pour obtenir des caractéristiques conformes pour une valorisation des mâchefers pour un usage routier de type 1 ou 2. Lors de la visite, l'exploitant indique avoir depuis 2023 un contrat exclusif de reprise de ses mâchefers pour valorisation par l'entreprise Merlot TP. Avant cela, l'entreprise reprenait déjà 90 % des mâchefers du site. L'exploitant ajoute qu'il se rend sur tous les chantiers pour vérifier les conditions de mise en œuvre. L'exploitant a présenté, pour exemple, le dossier de suivi d'un chantier de valorisation de mâchefers de lots produits en février et avril 2024 sur le chantier de la rue Jacques Duclos à Varennes-Vauzelles.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 14 : Procédure d'échantillonnage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 8
Thème(s) : Risques chroniques - Procédure et suivi
Prescription contrôlée : <p>La procédure d'échantillonnage concerne tout lot d'un même matériau alternatif ainsi que tout lot de matériau routier si ce dernier résulte d'une formulation intégrant des matériaux, alternatifs ou non, autres que des granulats naturels, des liants hydrauliques routiers ou des liants hydrocarbonés.</p> <p>A cette fin, l'exploitant établit une procédure d'échantillonnage qu'il formalise au sein d'un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>La procédure d'échantillonnage obéit aux règles générales d'échantillonnage de la matière. Elle est définie de manière à donner à chaque élément présent dans le matériau la même probabilité de se trouver dans l'échantillon que celle qu'il a dans le lot initial.</p>
Constats : <p>Le PAQ décrit une méthode d'échantillonnage basée sur les normes d'échantillonnage de granulats. Dans le dossier chantier consulté en exemple, les conditions d'échantillonnage sont rappelées.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 15 : Fiche de données environnementales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention de la pollution des sols et des eaux
Prescription contrôlée : « Avant la livraison sur le chantier routier ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même matériau routier, l'exploitant fournit à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers une fiche de données environnementales indiquant : - les usages routiers autorisés compte tenu des caractéristiques environnementales du matériau routier et des matériaux alternatifs entrant dans sa composition ; - les limitations d'usage liées à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier ainsi que celles liées à la mise en œuvre du matériau routier. Sont annexés à cette fiche les résultats de l'étude du comportement à la lixiviation et l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants mentionnées à l'article 4. »
Constats : Le PAQ prévoit bien la fourniture d'une « fiche de classement environnementale » indiquant : - l'usine de traitement thermique ; - la période de constitution du lot (référence du lot périodique ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier) ; - le classement environnemental (V1 / V2) ; - les usages routiers autorisés compte tenu des caractéristiques environnementales du matériau ; - les résultats de l'étude du comportement à la lixiviation et de l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants. Dans l'exemple consulté, à chaque lot est associé une fiche de classement environnemental. Dans les 2 cas, les mâchefers sont classés V2, cependant la fiche de recommandation prévoit un usage en type 1.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 16 : Registre déchets et procédure d'assurance qualité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11
Thème(s) : Risques chroniques - Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant tient à jour un registre de sortie, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de matériau routier quittant l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui a produit les lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ;- le nom, l'adresse postale et, le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers ;- le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ;- le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ;- la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ;- la quantité de matériau routier quittant l'installation ;- la date de sortie de l'installation ;- l'usage routier effectif ;- le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier. <p>Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Une procédure d'assurance de la qualité liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers et le transporteur est établie à l'initiative de l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans l'exemple consulté, on retrouve un tableau reprenant le détail des pesées. On y retrouve l'identification de l'incinérateur Sonirval, du destinataire et transporteur l'entreprise Merlot ainsi que les dates des expéditions et les tonnages concernés.</p> <p>Cependant, certaines des informations sont absentes de ce tableau : l'usage routier effectif, l'adresse et les coordonnées GPS du chantier sont présents dans le dossier de chantier, mais le maître d'ouvrage identifié dans ce dossier est la société Merlot. Par courriel du 11/10/2024, l'exploitant précise que le maître d'ouvrage est bien la commune de Varennes-Vauzelles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter son registre pour que celui-ci comprenne l'ensemble des informations prescrites.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois

N° 17 : Conformité des chantiers routiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article Annexe 1°
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention de la pollution des sols et des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« CRITÈRES À RESPECTER POUR LE RECYCLAGE EN TECHNIQUE ROUTIÈRE DE MÂCHEFERS D'INCINÉRATION DE DÉCHETS NON DANGEREUX</p> <p>1° Critères de recyclage liés à la nature de l'usage routier : Les usages autorisés sont les usages, au sein d'ouvrages routiers revêtus ou recouverts, des types 1 et 2 définis ci-après. Les usages routiers de type 1 sont les usages d'au plus trois mètres de hauteur en sous-couche de chaussée ou d'accotement d'ouvrages routiers revêtus. Les usages routiers de type 2 sont les usages d'au plus six mètres de hauteur en remblai technique connexe à l'infrastructure routière ou en accotement, dès lors qu'il s'agit d'usages au sein d'ouvrages routiers recouverts. Relèvent également des usages routiers de type 2 les usages de plus de trois mètres et d'au plus six mètres de hauteur en sous-couche de chaussée ou d'accotement d'ouvrages routiers revêtus. Un ouvrage routier est réputé revêtu si sa couche de surface est réalisée à l'aide d'asphalte, d'enrobés bitumineux, d'enduits superficiels d'usure, de béton de ciment ou de pavés jointoyés par un matériau lié et si elle présente en tout point une pente minimale de 1 %. Un ouvrage routier est réputé recouvert si les matériaux routiers qui y sont présents sont recouverts par au moins 30 centimètres de matériaux naturels ou équivalents et s'il présente en tout point de son enveloppe extérieure une pente minimum de 5 %. L'utilisation de matériaux routiers est interdite pour la réalisation de systèmes drainants. L'utilisation des matériaux dans le but de réaliser des travaux de préchargement est interdite. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur l'exemple consulté, la fiche de recommandation indique l'usage autorisé. Le dossier comprend également un plan où est situé l'ouvrage concerné. Enfin, des photographies de l'ouvrage réalisé sont présentes en annexe. L'exploitant précise qu'il se déplace personnellement pour constater la bonne réalisation des ouvrages.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :